

Avis d'appel public à la concurrence

Pouvoir adjudicateur

NOM ET ADRESSES :

OPHEA - Office Public de l'Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg

24, Route de l'Hôpital

CS 70128 67028 STRASBOURG

Adresse internet : <http://www.ophea.fr/>

Adresse du profil d'acheteur (URL) : <http://www.achatpublic.com/>

Accès électronique à l'information (URL) : <http://www.achatpublic.com/>

Soumission des offres et des demandes de participation par voie électronique : <http://www.achatpublic.com/>

COMMUNICATION :

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse:
<http://www.achatpublic.com>

TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR :

Organisme de droit public.

ACTIVITÉ PRINCIPALE :

Autre : Logement et équipements collectifs.

ETENDUE DU MARCHÉ:

Mission diagnostics pollution des sols

Numéro de référence: A026/17

Code CPV principal : 90715000-2 Services de recherche de la pollution

Type de marché : Services

Description des prestations :

La présente consultation a pour objet la mise en place d'un accord-cadre à bons de commande relatif à des prestations de diagnostics de pollution des sols et doit permettre de désigner un prestataire chargé d'un diagnostic de pollution des sols avec :

- Une PHASE 1 comprenant la visite du site, l'étude historique et documentaire ainsi qu'une étude de vulnérabilité : dites prestations de base et prestations élémentaires
- Une PHASE 2 comprenant les sondages ciblés avec prélèvements pour analyse et rapport d'analyse : dites prestations complémentaires.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

L'accord-cadre est passé sans minimum et avec un maximum de 100 000 € HT par période soit un maximum de 400 000 € HT sur la durée total de l'accord-cadre.

Ce marché est divisé en lots: non

Attribution d'un marché unique.

Lieu d'exécution : Code NUTS: FRF11 Bas-Rhin

Critères d'attribution

Critères énoncés ci-dessous :

- Prix - Pondération: 60%
- Valeur technique - Pondération: 40%

Durée du marché : Période initiale : 12 mois

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction: oui

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat ou de la date indiquée dans la lettre de notification. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

Des variantes seront prises en considération: non

Information sur les options : Options: non

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :

Prestations réglées par des prix unitaires. Prix révisables annuellement. Aucune avance prévue. Délai global de paiement des prestations de 30 jours. Aucune clause de garantie financière prévue.

Conditions de participation :

Situation juridique, Capacité économique et financière, Capacité technique :

Références requises mentionnées dans les documents de la consultation

Type de procédure :

Appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP) : Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics: oui

Date limite de réception des offres :

08-09-2026 (12:00)

Délai de validité des offres :

5 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Renseignements complémentaires :

La candidature est présentée soit sous la forme des formulaires DC1 et DC2 (disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr), soit sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME).

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Elle est effectuée sur le profil d'acheteur. Les modalités de transmission des plis par voie électronique sont définies dans le règlement de la consultation.

Procédures de recours :

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Strasbourg,
31, Avenue de la Paix
67000 Strasbourg

Date d'envoi du présent avis: 31 juillet 2026

Date d'envoi au Journal Officiel de l'Union Européenne : 29 juillet 2026

Le Directeur Général
Julien MATTEI